

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL DU SNESUP-FSU DU 25 AVRIL 2017

Un 1^{er} mai 2017 aux enjeux historiques

Le Front national n'a jamais été aussi proche du pouvoir. Son programme est à l'opposé des objectifs et des valeurs que porte le SNESUP-FSU. Son histoire, ses alliances internationales et ses pratiques prouvent que ce parti est profondément antidémocratique et xénophobe. Il constitue une menace majeure pour nos droits et nos libertés, y compris syndicales. Compte tenu des pouvoirs constitutionnels octroyés au président de la République, l'accession de la candidate Le Pen à la tête de l'État serait un désastre.

Partout où il est en responsabilité, le Front national déploie une organisation clientéliste et discriminatoire. Il dit parler « au nom du peuple » et des « petits », mais brise les solidarités, fragilise toujours plus les services publics et n'hésite pas à exercer des pressions sur les agent.e.s. Récemment encore, sa candidate menaçait des fonctionnaires, notamment les magistrat.e.s. Face à ce danger historique, faisons que ce 1^{er} mai ne soit pas l'un des derniers.

Bien que le danger ne soit pas de même nature, nous relevons que le programme du candidat Macron promet de graves reculs sociaux. **Quels que soient les résultats de cette élection présidentielle, des mobilisations seront indispensables pour défendre nos droits et en conquérir de nouveaux. Le mouvement social devra être un acteur décisif du prochain quinquennat. Sans attendre, le SNESUP-FSU appelle l'ensemble de la communauté universitaire à participer aux manifestations du 1^{er} mai pour faire entendre nos exigences de démocratie, de progrès social et de défense des services publics.** ■

Les marches pour les sciences du samedi 22 avril : un succès planétaire

600 marches pour les sciences ont été organisées dans le monde le samedi 22 avril 2017. En France, elles ont réuni 12 000 manifestant.e.s dans 22 villes. À Paris où les organisateurs attendaient 2000 personnes et la préfecture de police 800, ce sont plus de 5000 manifestant.e.s qui ont battu le pavé entre le Jardin des plantes et la place Saint-Michel en passant par Jussieu, le Collège de France et Paris V.

Cette manifestation initiée par des scientifiques et des citoyen.ne.s américain.e.s pour protester contre les politiques de Donald Trump a été reprise par des citoyen.ne.s et scientifiques du monde entier pour :

- une science qui sert le bien commun,
- des politiques et des lois au service de l'intérêt public et basées sur des faits,
- une science ouverte et honnête avec une portée sociale, une science au bénéfice de toutes et tous,
- des financements pour la recherche et ses applications.

Outre atlantique le président des Etats-Unis n'hésite pas à remettre en cause les faits scientifiques pour tenter de minimiser l'impact sur la santé et l'environnement des produits et productions des multinationales. Il s'agit en fait de leur permettre de développer leurs permis d'exploitation et leurs profits. Il a diminué drastiquement les subventions de l'agence fédérale de protection de l'environnement (U.S. Environmental Protection Agency EPA) et nommé à sa tête un climato-sceptique, ancien dirigeant de l'industrie pétrolière. Or, comme l'affichait une manifestante : « il n'y a pas de Plan(ète) B ».

En France, depuis 10 ans, le budget du ministère accordé aux organismes de recherche régresse : 6000 emplois sont gelés dans les EPST et plus de 12 000 dans les établissements d'enseignement supérieur. La précarité touche les plus jeunes travailleur.se.s de la recherche. Poursuivre cette politique, c'est sacrifier toute une génération de scientifiques et de personnels techniques.

L'intersyndicale CGT-SNTRS, SNCS-FSU, SNESUP-FSU et SUD-recherche-EPST a participé à ces marches et a inscrit la lutte contre la précarité parmi les revendications de cette journée. Plusieurs slogans pour des sciences indépendantes, ni vassalisées, ni paupérisées, ni précarisées ont ainsi pu être repris par les manifestant.e.s :

- Des scientifiques précarisés, ce sont des sciences en danger !
- Des financements privés, c'est le risque de résultats orientés !
- Titularisation de tous les précaires employés pour des fonctions pérennes !
- Nous avons besoin de 6000 créations d'emplois par an pendant dix ans dans l'ESR pour remplir nos missions !
- Des sciences reconnues, c'est une valorisation du doctorat dans les conventions collectives et la fonction publique, ...

Ces revendications ont été bien reprises par les médias. Cette initiative appelle à de nouvelles actions dans les mois qui viennent. Le SNESUP-FSU y travaillera.